

## ARRETE DU MAIRE D'AMANCY N° 2024-046

### **Arrêté accordant une permission de voirie à la société ELECTRICITE ET TP DEGENEVE sur la Rue du Quarre**

Le Maire de la commune d'AMANCY,  
Vu les articles L 2212-1, L2212-2 et L 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le Code de la voirie routière ;  
Vu la demande de la société ELECTRICITE ET TP DEGENEVE sollicitant une permission de voirie sur rue de Pierre-Longue pour réaliser des travaux d'alimentation d'un poste de transformation électrique

### **ARRÊTÉ :**

#### **ARTICLE 1 :**

**Du 20 mai au 18 juin 2024 inclus**, la société ELECTRICITE ET TP DEGENEVE est autorisée à exécuter rue du Quarre pour des travaux d'alimentation d'un poste électrique au 804 Route de la Vulpilière

#### **ARTICLE 2 :**

Le permissionnaire devra :

- Préalablement à l'installation du chantier, prendre contact avec toutes les administrations, organismes divers susceptibles d'avoir installé des réseaux dans l'emprise du domaine public utilisé afin d'éviter tout dommage ;
- Contacter le service technique de la commune afin de dresser un constat des lieux avant le commencement des travaux ;
- Solliciter un arrêté de circulation si les travaux nécessitent d'empiéter sur la chaussée ;
- Sécuriser le chantier à l'aide de panneaux et barrières de protection.

En cas d'accident dû à l'existence du chantier, le bénéficiaire de la permission de voirie sera considéré comme étant seul responsable.

#### **ARTICLE 3 :**

Le découpage des chaussées devra être exécuté à la scie à disque, à la bêche mécanique, à la roue tronçonneuse ou à la lame vibrante ou en cas de tranchées étroites, à la trancheuse ou par tout autre matériel performant.

#### **ARTICLE 4 :**

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, dépôts de matériaux et gravois. Il doit réparer tous les dommages qui auraient pu être causés au domaine public, et notamment remettre en état la couche de roulement de la chaussée. Il aura à sa charge toute déformation ou tassement des fouilles pendant une durée d'un an après la fin du chantier. En cas de non-respect de cette obligation, la remise en état sera réalisée par la commune et facturée au pétitionnaire selon le tarif fixé par délibération du Conseil municipal.

**ARTICLE 5 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6 :**

La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à tout moment sans indemnité :

- Soit pour des raisons d'intérêt général ;
- Soit pour le non-respect par le permissionnaire des conditions énoncées aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 7 :**

Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

**ARTICLE 8 :**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

**ARTICLE 9 :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à la société SERPOLLET Savoie Mont-Blanc un exemplaire étant conservé en Mairie.

Fait à AMANCY le 09 avril 2024

**Le Maire,  
Dominique DOLDO.**



*Certifié exécutoire*

*Notifié à l'intéressé le 09 avril 2024*